



## 29 janvier 2017 : Plus jamais

Guillaume Boucher, Yannick Boucher et Deirdre Meintel  
Anthropologie, Université de Montréal

### Contexte et participants

Le 7 avril 2017, le CEETUM a tenu un séminaire de réflexion suite à la tuerie au Centre culturel islamique de Québec du 29 janvier. Le séminaire avait pour objectif de favoriser le débat et de proposer des pistes de réflexion afin qu'un tel événement ne se reproduise plus jamais. Des chercheurs issus de diverses disciplines et institutions ont été invités à présenter leurs réflexions sur l'événement, autour des questions suivantes :

- Comment un groupe minoritaire en vient-il à susciter la haine de certaines personnes du groupe majoritaire?
- Comment arrive-t-on à cibler un groupe particulier en tant que vecteur d'une altérité « menaçante »?
- Quels sont les canaux à travers lesquels une telle perception se développe et se diffuse?

Maryse Potvin (Éducation, UQAM), Abdelwahed Mekki-Berrada (Anthropologie, Université Laval), Jean-Philippe Perreault (Sciences des religions, Université Laval) et Frédéric Dejean (Sociologie, IRIPI) ont présenté leurs propres observations sur la tuerie et les questions proposées. Géraldine Mossière (Théologie et sciences des religions, Université de Montréal) et Marie-Claude Haince (Anthropologie, Université de Montréal) ont par la suite formulé des commentaires sur ces présentations.

### Présentations

**Maryse Potvin**, politologue et sociologue de formation, est professeure à la faculté d'éducation à l'UQAM. Certains de ses travaux ont porté sur le racisme et l'antiracisme au Québec, ainsi que sur les discours racisants dans les médias, entre autres lors de la crise des accommodements raisonnables (rapport d'expert pour la Commission Bouchard-Taylor). Potvin observait que les événements du 29 janvier avaient largement été abordés sous l'angle de la radicalisation individuelle et pathologique et moins sous un angle collectif et sociohistorique. Or, il est difficile de ne pas resituer le phénomène dans un contexte sociohistorique (et de rapports ethniques) spécifique au Québec car la question du statut politique du Québec et des interrogations identitaires en découlant interpellent la problématique des discours haineux.

D'après Potvin, la dynamique identitaire de racialisation et le passé récent de « Nègres blancs d'Amérique » inscrite dans les rapports inégaux de pouvoir Québec-Canada participent aussi à un faisceau de conditions d'ordres international et national ayant mené à l'élargissement de l'espace octroyé aux discours du racisme « ordinaire », qui se sont durcis depuis la crise des accommodements raisonnables. L'analyse des discours sociaux dans l'espace public (surtout médiatique) depuis 10 ans montre comment les expressions de racisme passent d'un palier à un autre, se

transforment en discours racistes « élaborés », plus idéologiques, effectuant un passage au politique, voire s'exprimant en acte violent. Si les mécanismes sociocognitifs à l'œuvre dans ces discours sont similaires, leurs impacts demeurent néanmoins distincts.

Bien que la question de la responsabilité politique n'ait pas de réponse définitive, Potvin remarque que jusqu'à la crise des accommodements raisonnables, les déclarations ouvertement racistes étaient peu nombreuses au Québec et que les actes de violence étaient relativement isolés. Or, cette crise a entraîné une banalisation des discours racistes et populistes, qui ont pris de l'ampleur depuis 10 ans dans les discours des partis politiques eux-mêmes, qui permettent leur légitimation politique. Les groupes haineux, comme la Fédération des Québécois de souche, se sont également multipliés, notamment depuis le projet de loi 60 (la « Charte des valeurs »). Potvin constate que ce projet, parce qu'il a été initié par le gouvernement, a eu des effets plus polarisants. En témoignent les nombreux sondages évoquant un durcissement de l'opinion publique, mais aussi la hausse des indicateurs de crimes racistes recueillis par les corps policiers.

De fait, les différentes initiatives politiques jouant sur les questions de religion et d'identité auront légitimé un certain populisme. S'il y a eu un début de réponses normatives à ce glissement, tel que l'ébauche d'un projet de loi antiraciste en 2006, les politiques ont jusqu'à récemment plutôt occulté cette question. Potvin fait ici un lien avec les rapports de concurrence Québec-Canada qui affectent depuis longtemps les immigrants, en les obligeant à faire preuve de loyauté. Les échecs constitutionnels depuis 30 ans ont aussi un impact sur la montée du populisme au Québec, en suscitant un sentiment de victimisation et de menace et un discours anti-élites et anti-multiculturalisme.

Boucs émissaires faciles, pris en tenaille entre le Québec et le Canada, les minorités et

notamment les musulmans font l'objet d'un discours raciste qui puise dans les mécanismes sociocognitifs du racisme (dichotomisation Nous-Eux, généralisation, infériorisation, victimisation de soi, diabolisation, catastrophisme, expulsion, légitimation politique; Potvin 1999, 2008) mais de manière plus répétitive, sur un mode différentialiste (incapacité des musulmans à adopter « nos valeurs »), et populiste : peur inconsciente de déclassement, de l'hétérogène, de la chute sociale et de l'exclusion.

Il importe selon Potvin de resituer le contexte des échanges entre interactants, et le statut des énonciateurs, ainsi qu'une analyse longitudinale des conditions sociopolitiques qui interagissent pour « mesurer » le processus de radicalisation des discours. On a pu observer un durcissement du discours collectif et une banalisation de la parole raciste, alimentant une dialectique d'opposition identitaire, non seulement en raison des débats publics tendus ou des tensions internationales, mais aussi en raison du cynisme politique et des frustrations des citoyens en région, qui se sentent laissés pour compte par les politiciens et la mondialisation. Cette opposition ne reflète donc pas seulement une division immigrants-natifs, mais traduit une polarisation de la société s'opérant à plusieurs niveaux : entre les jeunes et leurs aînés, entre villes et régions et entre peuple et élites. Il faut craindre que l'aliénation des majoritaires, se drapant dans la notion de droits acquis, et la frustration des minorités se sentant racialisées, ne soient davantage instrumentalisées par des groupes extrémistes et les partis politiques. Finalement, le combat contre les inégalités et le racisme « systémique » ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les dynamiques culturelles et identitaires plus larges et les interventions favorisant le vivre-ensemble.

**Abdelwahed Mekki-Berrada** enseigne l'anthropologie à l'Université Laval. Ses travaux se situent au carrefour de la santé mentale, de l'immigration forcée et de l'islam. Ses intérêts de

recherche concernant notamment les liens entre santé mentale et cosmogonie, en considérant la santé mentale comme un lieu de négociation du sens du monde. Suite aux attentats d'Ottawa et de St-Jean-sur-Richelieu, Mekki-Berrada, avec un collègue autochtoniste, spécialiste de la violence et de la résolution de conflits, a élaboré un cours sur la radicalisation plurielle, celle se revendiquant d'un certain islam comme celle des groupes d'extrême droite. Il enseigne également depuis plusieurs années un cours intitulé *Regards anthropologiques sur l'islam*, et un séminaire doctoral ayant pour titre *Islam, radicalités et contemplation*, tâchant d'explorer des sentiers peu fréquentés tels que les dits et non-dits de l'islam au sujet du rapport à la nature, aux animaux, à l'éducation des enfants, au rêve, à la méditation et à la contemplation, etc. Dans son enseignement, Mekki-Berrada invite à l'humilité quand il s'agit d'explorer les univers extrêmement complexes de l'islam qu'il voit à la fois comme une structure herméneutique (Paul Ricoeur), un système de représentations (Clifford Geertz, Hans-Georg Gadamer), une tradition discursive (Talal Asad) et une technologie de soi (Michel Foucault).

Les attentats d'Ottawa et de St-Jean-sur-Richelieu, ainsi que le Projet de loi 60, qu'il refuse de considérer comme une Charte, ont investi Mekki-Berrada d'un sentiment de responsabilité sociale et politique. Il s'est alors posé la question à savoir s'il existait une islamophobie épistémique au Québec. Si cette question s'impose suite à la tuerie de Québec, les réponses ne sont pas encore arrêtées. Le questionnement lui a toutefois permis de considérer l'islamophobie comme une forme de liberté d'expression, de racialisation, et radicalisation violente ou menant à la violence.

Mekki-Berrada s'est aussi demandé ce que signifiait l'islam pour lui, l'erreur centrale et largement répandue étant de prendre pour acquis une définition de l'islam qui serait simple, universelle et monolithique. Pour ce faire, il est essentiel de se rappeler la position de Talal Asad

quant au concept de religion : que ce concept est historiquement et culturellement situé, étant né dans un contexte chrétien. Par conséquent, il peut être hasardeux de l'appliquer de façon indiscriminée à des réalités prenant racine dans des contextes qui ne sont ni chrétiens, ni occidentaux.

En langue arabe, religion se dit : *din* de la même racine que *dayn*, terme homophonique à celui qui désigne « dette ». L'islam serait pour Mekki-Berrada une « dette de sens ». Ainsi, tous les savoirs de l'islam sont orientés vers les moyens mis à la disposition des êtres vivants (humains et autres animaux, végétaux, minéraux) pour acquitter cette dette. L'islam se veut un ensemble de stratégies discursives devant permettre aux êtres vivants en général, et à l'humain en particulier d'acquitter sa dette envers le Créateur. La prière, le port du hijab, le jeûne, la *zakat*, le *bel agir* ou comportement vertueux (*aklhaq*) etc., peuvent être lus comme autant de stratégies discursives contribuant à l'acquittement de la dette originelle.

Les recherches actuelles de Mekki-Berrada consistent entre autres à explorer l'islam comme une technologie de soi (« pratique de soi sur soi », Michel Foucault) contribuant à l'émergence d'un sujet, non pas individué, mais agissant dans un espace collectif et normé. En fait, en écho à plusieurs philosophes musulmans contemporains et d'autorité tels que Mohamed Abed Al-Jabri ou Taha Abderrahmane et tant d'autres auxquels le Canada et le Québec sont par ailleurs généralement sourds, Mekki-Berrada se demande si l'islam ne serait pas un « trièdre épistémologique ». Les trois pans de ce trièdre sont composés premièrement d'un corpus normatif (ce qu'il faut faire, ce qu'il ne faut pas faire) appartenant au monde des juristes; deuxièmement, d'une compréhension analytique du monde (connaissance exégétique ou herméneutique des textes fondateurs) qui est généralement l'apanage des doctes ou *'ulama*; troisièmement, de la dimension contemplative et spirituelle de l'islam.

C'est dans la fracture de ce trièdre épistémologique qu'apparaissent autant l'islamophobie que d'autres radicalisations revendiquées au nom de l'islam, lorsqu'est privilégié un pan de l'islam au détriment des deux autres. Aussi, la « déculturation » de l'islam, cette dissociation du culturel et du normatif au profit du second, provoque les dérives violentes. Par ailleurs, Mekki-Berrada observe que l'islamophobie peut également servir d'outil pour taire la critique. Il demeure cependant important de distinguer la critique de l'islam des attitudes et discours haineux envers l'islam, les musulmanes et les musulmans. Si toute démocratie est en droit de critiquer l'islam (les penseurs musulmans sont depuis toujours les plus fervents critiques de l'islam, si l'on se fie à la multiplicité des écoles juridiques et interprétatives, du soufisme à son antithèse wahhabite, en passant par la *mu'tazila* et autres tendances rationalistes musulmanes), il est également urgent pour toute démocratie de fermement condamner l'islamophobie sans pour autant que ces condamnations ne soient considérées comme des postures fondamentalistes ou « pro-terroristes ».

**Jean-Philippe Perreault**, professeur à la faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval, est titulaire de la chaire « Jeunes et religions ». Il est également impliqué dans la formation des enseignants du cours *Éthique et culture religieuse* (ECR). Il observe que si dans le contexte actuel l'éducation au fait religieux devrait aller de soi, il n'en est rien. La question fait débat et la formation des intervenants est l'un des points de contentieux.

Si l'ECR est enseigné depuis près de 10 ans, la formation des maîtres demeure l'enjeu principal, et ce de l'avis de tous, dont les enseignants eux-mêmes. Selon Perreault, l'ECR est trop souvent considéré comme « une petite matière ». Au secondaire, le cours est souvent dispensé en complément de tâches, et les heures qui y sont consacrées peuvent être réduites en fonction des projets éducatifs particuliers des différents

établissements scolaires. Un travail de valorisation de la pertinence du cours ECR devrait être fait.

Ainsi, au-delà des appels ponctuels à la formation lorsque l'horreur frappe ou que l'intolérance surgit, tout se passe comme si l'intelligence du religieux n'était pas considérée comme une clé de compréhension des enjeux de société. Le cours ECR a comme prémisse de développer chez les jeunes l'acquisition d'un discours *de la* religion qui ne soit pas un discours *de* religion. Selon Perreault, on doit considérer le religieux non seulement comme un « fait culturel », mais aussi comme un geste, une pratique productrice de culture. Comprendre le phénomène religieux dans une perspective de vivre-ensemble, c'est saisir comment l'être humain, en maniant les récits, les rites, les règles, les croyances, etc. a tissé cette toile de signification à laquelle il est suspendu. Par cette exploration du phénomène religieux, il se serait développé une compréhension qui va bien au-delà des manifestations strictement associées au champ du religieux pour s'étendre à l'ensemble de la culture et de la société.

L'étude du religieux est une « pédagogie de la culture » disait Fernand Dumont. Elle permet cette « reconnaissance de l'autre indissociable de la connaissance de soi », en étant ce « moyen pour comprendre l'autre et pour l'inclure dans le dialogue sur le vivre-ensemble ». Justifier qu'on consacre de l'énergie et du temps à la formation à la culture religieuse par l'actualité du sujet ou l'ouverture sur le monde ne suffit pas. Dans cette perspective, le phénomène religieux y demeure toujours un « problème à résoudre », demeure l'affaire de l'autre (l'étranger, le marginal, l'ancêtre...), une affaire privée dans une société sécularisée et trop peu une affaire publique, commune, citoyenne. Le rôle de l'école est, comme le propose Jean-Paul Willaime, de former des « citoyens en religion » en introduisant le fait religieux dans la réflexion rationnelle.

**Frédéric Dejean** est chercheur à l'Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (IRIPI) du Collège de Maisonneuve. Suite à ses recherches et son travail auprès des étudiants du Collège, il constate que les étudiants ont rarement la parole alors qu'ils sont les mieux placés pour parler de leurs expériences. Soutenant que les étudiants sont capables d'une surprenante capacité d'autoanalyse, Dejean a décidé de partager son temps de parole, lors de ce séminaire de réflexion, avec Rayene Bouzitoun, membre du Conseil jeunesse du premier ministre Justin Trudeau.

Outre le manque de forums réservés aux étudiants, Dejean s'intéresse aux réponses et aux pistes qu'une institution comme le cégep peut donner aux prises de positions extrêmes et radicales. Constatant des déceptions et une polarisation dans les débats entourant la question de la diversité au sein des espaces de discussion du Collège, Dejean tente de penser ces espaces à l'aide de deux textes issus du champ de la philosophie politique : un article de Marc-Antoine Dilhac (philosophie, Université de Montréal), « Tolérer les extrêmes » paru dans la revue *Esprit* en octobre 2015; un chapitre de Jocelyn Maclure (philosophie, Université Laval), « Sortir des tranchées : désaccord, délibération et coopération dans les sociétés ouvertes », paru dans l'ouvrage *Les conditions du dialogue au Québec : laïcité, réciprocité, pluralisme*.

Dejean met ainsi à profit la réflexion de Maclure sur le paradoxe démocratique du désaccord et de la coopération. Les régimes démocratiques doivent effectivement faire coexister des opinions fort divergentes tout en permettant une coopération juste et stable. Or, il semblerait qu'une crainte du désaccord pousse certains à taire leur opinion, ou à marginaliser certaines positions. Cette attitude ne ferait paradoxalement qu'accentuer la polarisation. D'après Dilhac, la censure, en fragmentant l'espace social et en ghettoïsant certains discours, serait la condition même de leur

radicalisation. Pour Dejean, l'objectif serait ainsi de diversifier au maximum les positions, en tolérant certains extrêmes, tout en éduquant les nouvelles générations à la pensée critique, autonome, et responsable. Dejean propose donc une éducation à l'intelligence (esprit critique), plutôt qu'à la vertu.

Rayene Bouzitoun conclut en affirmant que, si la tuerie de Québec a été un choc pour les personnes non racisées, ce n'était pas une surprise pour les personnes racisées. Dans les faits, les personnes non racisées ne peuvent plus nier le climat actuel et Bouzitoun constate une mobilisation générale, autant des majoritaires que des minoritaires, au sein du cégep : « La violence vient percuter les droits et libertés de tous ».

## Commentaires

**Marie-Claude Haince** recense trois phénomènes qui traversent l'ensemble des présentations : l'émergence d'un racisme décomplexé, la concrétisation d'une islamophobie en tant que sentiment anti-musulman et finalement une actualisation violente des discours de la haine. Au-delà des conditions et possibilités d'émergence de la tuerie mises en lumière par les présentations, Haince s'interroge toutefois sur la question de l'évènement en lui-même et sur la difficulté qu'on les sciences sociales à parler de ces évènements tragiques. Dans la rupture symbolique s'actualisant dans une violence concrète, il faudrait arriver à penser « toutes les interstices des représentations ».

**Géraldine Mossière** a souligné, pour sa part, plusieurs points de convergences entre les présentations. La question des espaces de circulation des discours haineux a été mentionnée par l'ensemble des intervenants. L'analyse des discours révèle ainsi le rôle joué par le politique en tant qu'espace d'émergence, mais aussi de légitimation des discours haineux. Il serait ainsi utile de penser le problème à différentes échelles de la scène sociale et politique. Toutefois, Mossière observe que la

tendance ne semble pas unique au Québec et qu'elle semble plutôt participer d'une ambiance globale. Il y aurait intérêt à élargir la réflexion en y intégrant la scène internationale tout en distinguant les spécificités de chacun des cadres nationaux étudiés.

Mossière constate également l'emploi univoque d'une terminologie variée pour désigner les phénomènes observés : les termes de racisme et d'islamophobie ont été utilisés de manière interchangeable. Les présentateurs auraient aussi pu utiliser le terme xénophobie, qui fait référence à la même ignorance latente de l'Autre. L'interchangeabilité observée démontre une nouvelle fois la nécessité de comprendre les contextes nationaux dans lesquels s'expriment ces notions, le racisme européen traduisant une tout autre histoire coloniale que le racisme exprimé au Canada.

Finalement, Mossière note l'intérêt qu'aurait eu la notion de l'étranger, telle que développée par Simmel, pour la discussion. Effectivement, la tuerie de Québec aura non seulement montré comment le religieux se place au cœur des débats actuels, mais elle a également illustré l'incapacité des observateurs du Québec à penser l'Autre. Les événements ont ainsi été récupérés dans un réflexe identitaire par les mêmes majoritaires qui auraient dû se pencher sur l'Autre et ses souffrances, plutôt que sur eux-mêmes et leurs propres ambivalences. Mossière conclut en reprenant l'idée de Mekki-Berrada, soulignant que les questions du vivre-ensemble devraient être pensées en termes structurels, soit par la rencontre de deux paradigmes : celui de la sécularisation chrétienne et de l'islam comme trièdre épistémologique.

## Conclusion

Le séminaire de réflexion sur la tuerie du 29 janvier a permis d'articuler un argumentaire profondément consistant à partir de quatre perspectives distinctes. Ainsi, le contexte social ayant donné lieu à la tuerie aura montré comment un passage du statut de minoritaires

historiques vers celui de majoritaires fragiles, épris d'un imaginaire victimaire, conduit à l'émergence d'un nationalisme défensif. Davantage préoccupé par le maintien des droits acquis que par l'extension de la lutte aux inégalités, ce nationalisme se montre réfractaire à concevoir une religion vécue comme un système holistique, partie prenante d'une épistémologie distincte de celle élaborée par un occident chrétien séculariste.

Cette histoire particulière peut facilement porter au malentendu, surtout lorsque le porteur d'altérité, l'islam, n'est perçu que de manière fragmentaire, sous un angle normatif qu'on prend à tort pour sa totalité. L'examen de la transmission du religieux par le cours ECR vient éclairer encore plus crument ces préjugés. La présentation de la religion en tant que phénomène culturel démontre comment la nature complexe du religieux peut échapper à l'attention. En effaçant ici la dimension sociologique de la religion, ses capacités à mettre de l'avant le collectif et à établir des liens entre les acteurs sociaux par-delà les individualités sont mises en sourdine.

Finalement, les conditions propices à la réconciliation ont été soulignées par les présentateurs. La création des espaces de dialogues nécessaires à cette réconciliation demandera toutefois à apprivoiser notre capacité à tolérer les confrontations, et à mettre en valeur la multiplicité des opinions et des avis, aussi opposés soient-ils. Dans un contexte de rapport de pouvoir différentiel, un tel exercice n'est certes pas facile, mais la tentation de censurer les voix divergentes ou porteuses de tensions n'est pas une avenue envisageable. Taire ces voix et les reléguer à la périphérie et l'illicite est la meilleure garantie de radicalisation. C'est par la multiplication des voix et des opinions, et l'éducation au dialogue et à l'esprit critique qu'il sera possible de parvenir à un dialogue social fructueux.